ISSN 0024-7650

DOLLAR
les monnaies au bord du gouffre ?

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 260 - 28 août 1992 - prix : 9 F

Référendum sur Maastricht

ni Oui avec Chirac

ni Non avec Le Pen

M 6189 - 1260 - 9,00 F

RÉFÉRENDUM

NI "OUI" AVEC CHIRAC
NI "NON" AVEC LE PEN

Les résultats des derniers sondages sur le référendum donnent le "oui" et le "non" quasiment à égalité. Pour BVA, le "non" l'emporte à 51 %, pour les autres instituts de sondage, c'est le "oui", dans le même rapport.

Il faut dire que la classe politique est bizarrement partagée sur ce vote.

Parmi les champions du "oui", il y a le gouvernement et le PS, mais aussi les têtes de file de la droite, Giscard d'Estaing et Chirac.

Parmi les apôtres du "non", il y a des socialistes dissidents comme Chevènement, des dissidents du RPR comme Pasqua et Seguin, quelques membres de l'UDF, puis le PCF et Le Pen dans le même camp sans qu'apparemment ni l'un ni l'autre soit gêné.

Les partisans du "oui", nous disent : l'avenir de l'Europe est en question, ceux du "non" nous affirment que c'est la souveraineté nationale qui est en jeu, certains en ajoutant que la régression sociale et le chômage nous attendent si Maastricht est ratifié. Mais la souveraineté nationale, qu'est-ce que c'est ? La souveraineté des travailleurs ? bien sûr que non !

Tout cela relève de la surenchère électoraliste.

Ce n'est pas d'une Europe supranationale qu'il s'agit, mais d'une communauté économique, d'un marché unique, avec peut-être une monnaie unique. C'est un compromis laborieux entre la volonté des industriels et financiers européens de disposer enfin d'un grand marché, susceptible de permettre une production aux dimensions et aux coûts concurrentiels avec ceux des autres grands pays impérialistes, les USA et le Japon, et l'impérieuse nécessité pour les mêmes groupes industriels et financiers de garder, à leur service et à leur usage, leur propre Etat national, dernier rempart en cas de crise.

C'est dire que, Maastricht ou pas, cette pénible construction n'a rien à voir avec l'Europe sans frontières, sans guerres, sans drapeaux, sans chauvinisme que bien des électeurs appelleraient de leurs vœux.

Et si Maastricht n'est pas ratifié, ce ne sera qu'une péripétie de plus dans ce lent piétinement qu'est la construction européenne depuis 40 ans ! Si ce traité est approuvé, cela n'entraînera aucune perspective d'amélioration économique, comme le prétend le gouvernement, ni aucun cataclysme social comme l'assure le PCF.

Ce conglomérat baptisé "Europe des douze" n'est évidemment pas fait dans l'intérêt des travailleurs mais dans l'intérêt des possédants.

C'est pourquoi, internationalistes et européens que nous sommes en tant que communistes, nous pensons qu'il ne faut pas dire "oui" à ce référendum, où l'on ne nous donne qu'un choix tronqué. Mais nous pensons aussi qu'il ne faut pas non plus entrer dans le piège du "non".

Quoi qu'en dise l'Humanité à longueur de colonnes, ce n'est pas par un tel vote que l'on mettra un coup d'arrêt à la régression sociale. Faire croire cela, c'est démobiliser les travailleurs et, une fois de plus, tourner leur écœurement ou leurs inquiétudes légitimes vers une impasse. Le PCF dit et redit que Maastricht ce serait l'aggravation de l'austérité, du chômage, de la dislocation des protections sociales, etc., c'est-à-dire de la politique qui est menée ici en France, mais aussi dans toute l'Europe, pour permettre aux capitalistes de continuer à faire des profits, en période de crise économique latente, sur le dos des travailleurs et de toute la population.

C'est vrai, mais tout cela va s'aggraver indépendamment de Maastricht.

Le problème est justement, pour les travailleurs, de mettre un coup d'arrêt à cette politique, et pour cela de ne pas se laisser détourner des véritables enjeux par des pièges électoraux.

Il ne faut pas reporter une fois encore les espoirs de changement sur un vote.

Or le PCF, en appelant à voter "non" à ce qu'il appelle "l'Europe des abandons", en se faisant le champion de la "souveraineté française", ne prépare pas cette contre-offensive du monde du travail. Au contraire. Car sur ce terrain du nationalisme, de la crainte de l'étranger, il rejoint les forces anti-ouvrières. Il apporte de l'eau au moulin de Le Pen. Il spécule sur les mêmes sentiments que Le Pen, et, de cette unité de fait, c'est Le Pen qui risque de profiter le plus.

Ce qui est grave c'est, en se retrouvant sur le même terrain que Le Pen, de contribuer à banaliser l'extrême-droite, ses idées, son nationalisme. Cela ne se verra peut-être pas dans les urnes le 20 septembre, cela risque de se voir en mars prochain.

Le PCF dit que "le "oui" roule pour la droite". Mais nous posons la question à tous les militants communistes : est-ce que le "non" ne roule pas encore plus pour Le Pen ?

Dans cette mauvaise affaire du référendum, il n'y a pas de bonne position pour les travailleurs.

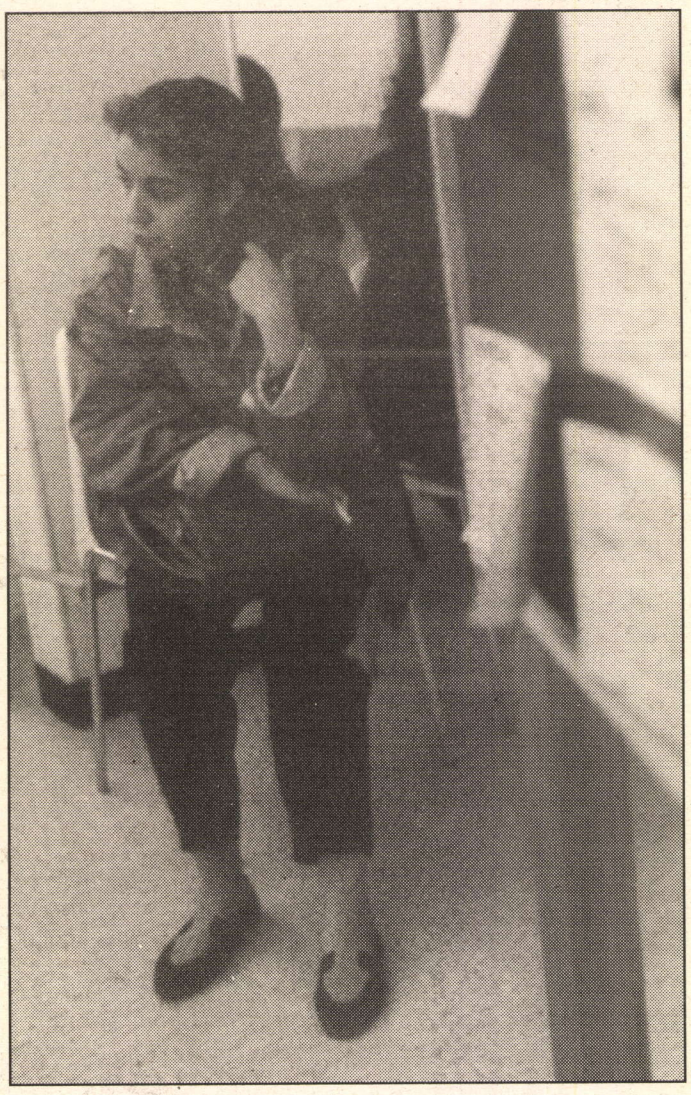
Il n'y a qu'un moyen de ne pas tomber dans ce piège, c'est de ne voter ni "oui" ni "non", c'est de s'abstenir de répondre à une telle question car, quelle que soit la réponse que l'on puisse y donner, on se retrouvera en bien mauvaise compagnie le soir du 20 septembre.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Emploi

SOUS LES GOUVERNEMENTS SOCIALISTES CE N'EST PAS ROSE

Saussier/GAMMA



D'après une étude du ministère du Travail, les "situations d'emploi particulières", c'est-à-dire l'intérim, les contrats à durée déterminée, les stages pour les jeunes et le temps partiel, se sont considérablement répandues depuis 1975. Dans la période 1970-1975, il y avait 22,5 millions d'actifs dont 3 millions de travailleurs en "situation particulière". Entre 1982-1990, sur un total de 24 millions d'actifs, on comptait 5 millions de travailleurs dans ces situations anormales.

Ces "situations particulières" semblent devenir la norme, essentiellement chez les jeunes.

Mais le salarié qui trouve à s'embaucher à temps plein et à durée indéterminée n'est pas pour autant assuré d'un avenir radieux.

En effet, le même ministère du Travail indique que le chômage partiel se développe, avec pour conséquence bien sûr des salaires amputés. En un an, le nombre de personnes touchées par le chômage partiel a été multiplié par trois, mais aussi le nombre de journées chômées qui est passé de 2,5 millions en 1990 à 7,6 millions en 1991. Le secteur le plus touché est l'automobile avec 1 842 000 journées chômées, chiffre en augmentation de 476,5 % par rapport à l'année précédente.

Les constructions mécanique, électrique et électronique connaissent également des taux importants. Dans ces secteurs, le recours au chômage partiel a été précédé par des "dégraissages" de salariés sous contrats précaires.

Alors que le chômage total frise, selon les chiffres officiels, les trois millions aujourd'hui, d'après les statistiques du ministère lui-même, le nombre des chômeurs recensés est passé de 1 million à 2 millions et demi de moyenne entre la période 1970-1975 et la période 1982-1990.

Enfin, le travail posté se développe au mépris de la santé et de la vie familiale des travailleurs ; ce sont les ouvriers d'industrie les plus touchés puisqu'ils représentent plus du cinquième des travailleurs postés (22,6 %). Et en particulier dans le secteur des biens d'équipement, le travail posté est passé de 29 % des ouvriers en 1986 à 33 % en 1990, ce qui permet de rentabiliser au maximum les machines.

D'autre part, les salaires sont quasiment bloqués depuis des années et en fait, la tendance est à la baisse si l'on tient compte du travail précaire ; et quand augmentation il y a, elle est en grande partie liée au "mérite". Et ce, non plus seulement pour les cadres, mais pour toutes les catégories de personnel.

En 1990, les augmentations individuelles représentaient 29 % des augmentations. En 1991, elles ont représenté 32 % des hausses salariales.

Voilà un bilan qui juge "l'ère Mitterrand". La politique de ses gouvernements successifs a consisté à faire de plus en plus de cadeaux au patronat sous prétexte de protéger l'emploi. Les capitalistes ont encaissé l'argent, les travailleurs ont encaissé les coups. Mais jusqu'à quand ?

Louise PLANE

Malaise des prisons

PAS ASSEZ DE GARDIENS OU TROP DE PRISONNIERS

La mort d'un gardien de prison et la grève de ses collègues un peu partout en France ont remis à la Une des journaux la situation critique du milieu pénitentiaire.

On a beaucoup parlé du nombre insuffisant de gardiens. La presse a rappelé que, de tous les pays d'Europe, Portugal et Turquie mis à part, la France est la lanterne rouge en ce qui concerne l'encadrement des prisonniers : 36 gardiens pour 100 détenus contre 94 gardiens en Suède. Les syndicats réclamaient 1 500 à 2 500 postes supplémentaires ; le gouvernement en a accordé 730.

On a vu revenir aussi les vieux débats aux relents réactionnaires, réclamant la réouverture des QHS, quartiers de haute sécurité, pour isoler les détenus dangereux ou mentalement atteints comme celui qui a assassiné le gardien F. Caron. Pourtant - et des gardiens eux-mêmes le reconnaissent - on sait qu'une telle mesure ne peut que délabrer l'état mental de n'importe quel individu et exacerber le climat de peur et de haine dans lequel baignent les prisonniers... et ceux qui les gardent.

Mais si le gouvernement a choisi d'augmenter le nombre de postes, cela ne change rien à la situation et ne remédie pas aux causes. Les prisons débordent et se remplissent plus vite que l'augmentation des postes de gardiens et la création des nouvelles prisons, celles dont la construction a été décidée en 1986 par Chalandon-Chirac et que la gauche a mises en chantier.

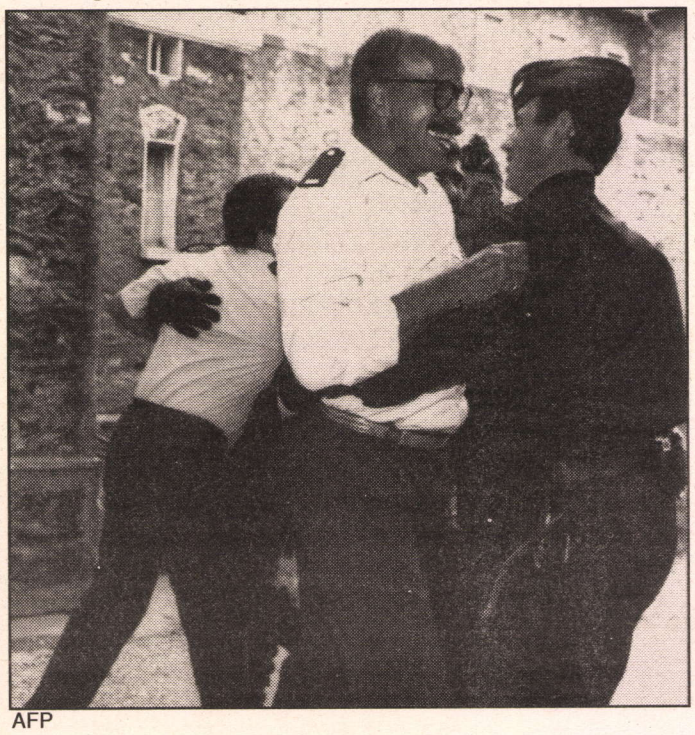
En 20 ans, de 1971 à 1991, le nombre de détenus a augmenté de 60 % ; au 1er juillet 1992, on comptait 54 811 prisonniers pour 43 000 places, chiffre le plus élevé depuis 1948.

Comme il n'y a pas de raison pour qu'avec l'aggravation de la crise la délinquance diminue, au contraire, tout est en place pour la prochaine explosion.

Mais n'est-ce pas tout un symbole de notre société "développée" qu'un des rares secteurs créateurs d'emplois se trouve derrière des barreaux ?

Sylvie MARECHAL

Entre gardiens de prison et CRS, sourire de connivence.



AFP

LA NOUVELLE FAÇON DE MARCHER

C'est bien connu, l'Education nationale a du mal à recruter, les vocations se tarissent, c'est pourquoi Jack Lang a eu idée d'avoir recours aux jeunes du contingent pour encadrer les plus jeunes des lycées et des collèges en difficultés. Il ne s'agit pas de faire marcher les collégiens et les lycéens au pas mais de leur trouver 2 000 "grands frères" (dixit J. Lang), capables de les surveiller pendant les interclasses, les sorties, les repas, de les encadrer dans des activités sportives ou culturelles, ou de les aider dans leur travail personnel. En fait, il s'agit de pourvoir les établissements scolaires en surveillants, animateurs, documentalistes, en nombre insuffisant sinon inexistant dans beaucoup d'entre eux.

Pourquoi pas ? Après tout un service civil vaut bien un service national, et beaucoup de jeunes qui ont l'expérience requise ou le goût pour l'enseignement ou l'animation, préfèreront passer un an dans les écoles plutôt que d'être encasernés. Ça ne coûtera pas davantage que la solde réglementaire au ministère de la Défense et surtout ça fera faire l'économie de postes budgétaires au ministère de l'Education nationale qui ne prévoirait, officieusement, qu'une indemnité mensuelle d'environ 1 000 F par appelé affecté dans un établissement scolaire.

Décidément, si les ministres n'ont pas d'idée pour susciter des vocations, ils en ont pour faire des économies.

Patricia MULLAN

Monnaies

LE DOLLAR TROUÉ

Le dollar connaît une chute spectaculaire. Il valait 4,77 F le 24 août, à Paris, soit une baisse de 20 % en un an par rapport au franc. Mais c'est surtout par rapport au deutsche Mark que la détérioration de la monnaie US est la plus spectaculaire puisqu'elle atteint son plus bas niveau historique.

Pour expliquer ce phénomène les économistes évoquent des éléments techniques. Le maintien de taux d'intérêts élevés décidés par la Bundesbank, alors que ceux choisis par les USA restent à un niveau, eux, très faible. Ces choix monétaires obéissent à des préoccupations économiques et politiques de chacun de ces deux pays. Pour le gouvernement de Bush, le bas niveau du dollar, en favorisant les exportations américaines, peut aider à amorcer la relance d'une économie qui ne marche pas bien fort. Perspective illusoire ? On est en pleine campagne électorale, et le président sortant mise sur un dollar en baisse, espérant que cela lui vaudra des sondages en hausse. Les autorités allemandes, elles, veulent, disent-elles, en maintenant des taux d'intérêts élevés, maîtriser l'inflation qui menace du fait de l'intégration de l'ex-Allemagne de l'Est. Comme le constatait l'éditorialiste économique du quotidien *Le Monde* Alain Vernholes : "*La concertation internationale est mise à mal. Et c'est bien ce qui est inquiétant*". Quelle surprise ! Comme si cette coopération internationale n'avait cessé d'être autre chose qu'un aspect de cette guerre économique entre les trusts et les groupes financiers, appuyés par leurs Etats respectifs.

Certes ce n'est pas la première fois que les relations monétaires prennent une allure inquiétante , même si cette fois, nous dit- on, elles atteignent des niveaux "historiques". Peut-être la catastrophe que les spécialistes craignent ne se produira-t-elle pas cette fois. Mais cela illustre le précaire équilibre, bien boiteux, de cet ordre économique mondial.

AFP

Vioujard/Gamma

On nous présente cela comme s'il s'agissait d'une situation naturelle, non maîtrisable, un peu comme les phénomènes météorologiques. C'est oublier ceux qui, en toute conscience -en toute inconscience, en ce qui concerne le sort de la société- spéculent délibérément sur une situation dont ils connaissent parfaitement les risques. Mieux même, ces risques sont des facteurs majorants dans les espoirs de gains spéculatifs. Tantôt c'est l'évolution des sondages concernant les chances de réélection de Bush à la présidence des Etats-Unis, d'autres fois ceux concernant le prochain référendum sur la ratification du Traité de Maastricht en France, ou les deux à la fois. Sans compter les soubresauts de la situation politique ou économique qui secouent la planète.

Une illustration de cette absurdité, sciemment pratiquée : la commission chargée de vérifier la régularité des opérations à la Bourse de Paris a même dû se prononcer sur le fait que la connaissance par avance des résultats concernant les intentions de vote le 20 septembre prochain relevait ou pas du délit d'initié. Parce que, selon l'évolution de ces sondages, les cours en bourse et les taux de change baissent ou montent...Et les gens avertis savent en tirer profit. Finalement la commission a tranché. Il n'y a pas délit, rien que des choses "normales" dans un système où il est naturel de jouer à frôler à chaque instant l'abîme.

J. P. V.

Chute de la Bourse de Tokyo

L'ÉTAT JAPONAIS VIENT AU SECOURS DES FINANCIERS ET DES INDUSTRIELS

La Bourse de Tokyo va mal. Déjà depuis plusieurs années l'indice Nikkei (indice qui reflète l'évolution des valeurs boursières) avait tendance à baisser depuis son plus haut point fin 1989. Les économistes imputaient cette baisse à un réajustement de la valeur des actions après leur envolée des années 1980, ce qui leur permettait, à eux et aux autorités japonaises, de déclarer ce phénomène normal et maîtrisé afin de prévenir un éventuel krach.

Mais la baisse de la Bourse de Tokyo s'est accélérée cette année, coïncidant avec la diminution de régime de l'économie japonaise dans son ensemble. L'indice Nikkei se retrouvait le 18 août en baisse de 63 % depuis 1989, mais surtout de 38 % depuis le début de l'année. En cela la Bourse japonaise reflète la situation globale des marchés financiers dans le monde qui dégringolent doucement depuis plusieurs mois. Après une séance boursière catastrophique, le gouvernement japonais a réagi le soir même du 18 août en annonçant des mesures d'urgence. Des directives ont été données aux banques et aux maisons de change pour enrayer la chute de la Bourse.

Il semble que depuis quelques jours les actions à la Bourse de Tokyo aient repris un peu de valeur, mais personne n'est en mesure de contrôler le système financier et de prévoir son évolution. Pas même l'Etat japonais qui vient, pourtant, en intervenant ouvertement et spectaculairement dans l'économie, de faire mentir tous les discours sur le libéralisme, la non-intervention économique et le capitalisme triomphant.

Lucien DETROIT

Suède

DES RÉFUGIÉS ALBANAIS DU KOSOVO EXPULSÉS

Depuis le début de la guerre civile en Yougoslavie, un exode massif de réfugiés a eu lieu en direction des pays européens les plus riches, où semblait s'offrir, pour ceux qui avaient eu les moyens de partir, la possibilité de survivre et peut-être de s'installer. Nourris d'espoirs et d'illusions soigneusement entretenus par des agences de voyage sans scrupule promettant monts et merveilles, les réfugiés avaient au début de la guerre civile bénéficié d'une certaine tolérance de la part des pays riches qui n'ont pas tous immédiatement fermé leurs frontières aux arrivants.

Aujourd'hui, tout en multipliant des déclarations farouchement solidaires, les gouvernements ferment leurs frontières et commencent même à expulser.

C'est ce qui se passe depuis le début du mois de juillet en Suède, où le gouvernement a décidé de suspendre tout droit d'asile pour les réfugiés albanais du Kosovo, province yougoslave, et d'adopter à leur égard des mesures d'expulsion. L'office suédois de l'immigration estime selon un article du *Monde* du 21 juillet 1992 que "*la plupart d'entre eux n'ont pas de motifs suffisamment solides pour rester en Suède, leur région d'origine n'étant pas touchée par le conflit*".

Cette décision du gouvernement fait suite à une campagne organisée par un certain nombre de politiciens de droite auxquels des socialistes ont emboîté le pas. Les arguments : la Suède n'aurait pas les moyens de sa politique d'immigration. Les Albanais du Kosovo seraient de faux réfugiés politiques qui profitent de la situation, et qui plus est, volent dans les magasins. Le ministre de l'Immigration, Mme Friggebo, déclarait à propos des vols que sont accusés de commettre les réfugiés : *"Il est indéniable que c'est un problème. Apparemment, il y a une sorte de tradition ou quelque chose du genre qui fait qu'ils sont plus enclins à voler que d'autres groupes de réfugiés"*. On le voit, le gouvernement suédois n'hésite pas à reprendre à son compte les pires préjugés pour s'attaquer d'abord aux plus faibles.

Toutes les professions de foi humanitaires dont les politiciens nous abreuvent actuellement à propos de la Yougoslavie ne sont qu'hypocrisie.

R. C.

Allemagne

VIOLENCES CONTRE LES IMMIGRÉS ET DÉVELOPPEMENT DE L'EXTRÊME-DROITE

Les violences contre un foyer d'immigrés de Rostock – un port de 200 000 habitants sur la Baltique, dans l'ancienne Allemagne de l'Est – se seront répétées quatre jours de suite pour aboutir finalement à l'évacuation de tous ses occupants. Les cinquante Vietnamiens, qui malgré les deux premiers jours de harcèlement étaient restés, durent à leur tour s'enfuir lors de l'incendie des bâtiments le troisième jour. Les bandes d'extrême-droite qui avaient mobilisé quelque cinq cents jeunes – encadrés par des moins jeunes – et avaient reçu l'appui d'un certain nombre de citoyens de Rostock et des alentours, venus les applaudir chaque soir plus nombreux – trois mille dans la nuit du 24 au 25 août – auront finalement gagné. Pas seulement parce que les quelque 800 policiers envoyés sur le terrain n'ont pas réussi à les contenir, ou pas voulu, mais aussi parce que les politiciens du SPD (le parti socialiste), jusque-là opposés à la révision constitutionnelle du "droit d'asile", s'en déclarent maintenant partisans par la voix du président de leur parti, Björn Engholm.

AFP

Après l'attaque de l'hôtel d'immigrés, les manifestants racistes aux prises avec la police.

C'est aux cris de *"l'Allemagne aux Allemands" et "dehors les étrangers"*, que les nervis d'extrême-droite ont manifesté. Comme l'an dernier lors de l'attaque d'un autre foyer à Hoyerswerda en Saxe (un des cinq "Länder" de l'ex-RDA), la haine contre les étrangers sert de mot d'ordre à ceux qui tentent d'exploiter les angoisses de la population face à la détérioration de sa situation économique. Pour l'année 1991, il y aurait eu selon les autorités allemandes, 2 500 agressions contre les étrangers. Les émules de Le Pen outre-Rhin, bien qu'apparemment pas très nombreux – la presse allemande les estime à 2 000 militants et 15 000 sympathisants – tiennent à s'illustrer par un activisme violent à l'égard des immigrés, et comptent ainsi renforcer leur image dans la population.

LA DÉTORIATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Les démagogues d'extrême-droite sont servis par la situation économique. Non pas que ce soit à proprement parler la misère en Allemagne – le niveau de vie y est bien plus élevé qu'en France – mais parce que la situation soulève des inquiétudes sur différents plans. A noter d'abord que si l'Allemagne a un "problème" d'immigrés, c'est parce qu'elle en attire en grand nombre, de par sa condition jusque-là privilégiée. Elle avait accueilli l'an dernier plus de 250 000 "demandeurs d'asile". Et pour le premier semestre de cette année, il y en aurait déjà 180 000. Il est vrai que parmi ceux-là, s'il en est qui fuient leur pays pour des raisons politiques évidentes – l'Allemagne a accueilli 200 000 Yougoslaves depuis le début du conflit – il y a une grande partie du flux des migrants des pays de l'Est qui viennent – maintenant que les déplacements sont plus faciles – dans le but de trouver des conditions d'existence moins misérables que dans leur pays d'origine.

Le patronat ne s'en plaint pas. Il trouve-là à employer, légalement ou illégalement, une main-d'œuvre à bon marché, qu'il espère docile. Et jusque-là, dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest, le chômage n'a pas augmenté mais il a plutôt diminué, se situant aux alentours de 6,5% de la population active. Car l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans la République fédérale, dans un premier temps au moins, s'est traduite par une croissance accrue et un boom sur les affaires. En Allemagne de l'Est par contre, les industries ayant pour la plupart été envoyées à la casse, la proportion de chômeurs par rapport à la population active y est trois fois plus importante. Et à Rostock par exemple, où les chantiers navals étaient la principale activité, il y aurait déjà plus de 20% de chômeurs, alors que la moitié de la population pourrait à terme se retrouver sans travail.

LA MONTÉE DE LA XÉNOPHOBIE ET LA RÉUNIFICATION

Avant même la réunification, en Allemagne de l'Ouest, des sentiments anti-immigrés, notamment à l'égard des ressortissants des pays de l'Est, trouvaient de plus en plus d'échos au sein de la population travailleuse. Non pas tant que les Polonais, les Russes ou les Roumains aient été de réels concurrents au niveau de l'emploi, que parce qu'on leur faisait endosser la responsabilité de la hausse des loyers, et des difficultés croissantes dues au manque de logements. Et l'animosité qui s'est développée puisait également son aliment dans ses réflexes sécuritaires, face à une petite délinquance qui se serait développée.

Dans l'ancienne Allemagne de l'Est, la situation est différente. Et là, les immigrés peuvent être vus comme de réels concurrents par une population travailleuse vivant l'angoisse du chômage. Pour le moment les travailleurs licenciés, pour la plupart, n'ont pas vraiment subi de régression de leur niveau de vie, car dans un premier temps les indemnités de chômage qui leur ont été versées n'étaient pas inférieures aux salaires qu'ils touchaient sous l'ancien régime. Mais cela n'aura qu'un temps, et bon nombre de travailleurs redoutent d'avoir à se retrouver avant peu dans une situation dramatique.

Par ailleurs, la population de la partie est-allemande est brusquement confrontée au problème des "étrangers". Dans l'ex-RDA, il n'y avait que très peu de travailleurs immigrés. Ils étaient principalement Vietnamiens ou Mozambicains, c'est-à-dire provenant de pays dits "socialistes", et "accueillis" pour des périodes limitées, et en général sans possibilité d'y installer leur famille. En fait, ils étaient bien plus tenus à l'écart que les immigrés pouvaient l'être en Allemagne de l'Ouest.

Le foyer qui a été attaqué à Rostock était une construction précaire qui avait servi à leur accueil provisoire dans les conditions de l'ancien régime. Après la réunification, il avait été maintenu en fonctionnement, continuant de servir d'hébergement à ceux qui avaient choisi de ne pas retourner dans leur pays, et servant en même temps de refuge provisoire au flot continu des "demandeurs d'asile" venant principalement des pays de l'Est, Roumains, Polonais, ou autres. Ce "foyer" était surpeuplé, et à différentes reprises, on a pu dénombrer quelque 200 "demandeurs d'asile" qui passaient la nuit sur les pelouses alentour, en attendant leur enregistrement et la poursuite de leur périple. Et c'est à leur compte que la population locale inscrivait tous les menus larcins, les déprédations ou la dégradation de son environnement.

Ce centre devait être fermé au premier septembre, pour être remplacé par des locaux plus grands situés dans une ancienne caserne. Le projet était connu des habitants du quartier où se trouvait le foyer. C'est pourquoi les autorités de la ville de Rostock ont émis l'hypothèse que les incidents ont été minutieusement préparés et organisés. Ce que corrobore d'ailleurs le fait que parmi les 140 arrestations de manifestants faites par la police, il se soit trouvé une forte proportion de personnes n'habitant pas Rostock, dont certaines – souvent les plus âgées – venaient de Berlin ou de Hambourg.

La démagogie de l'extrême-droite se nourrit de toutes les craintes, des réflexes de rejet de la population et aussi du passé politique de l'ex-RDA. Une fraction de la jeunesse, jadis très encadrée par le régime, a développé son esprit contestataire contre les valeurs proclamées – bien que bafouées – par la dictature qui a opprimé la population pendant des dizaines d'années. C'est cet état d'esprit que cherchent en tout cas à cultiver les politiciens d'extrême-droite, essayant de tirer parti au mieux de la situation. Si celle-ci devait encore se dégrader, nul doute que cette extrême-droite aurait des chances de se renforcer, et pourrait devenir à terme un danger mortel pour la classe ouvrière et la population allemande.

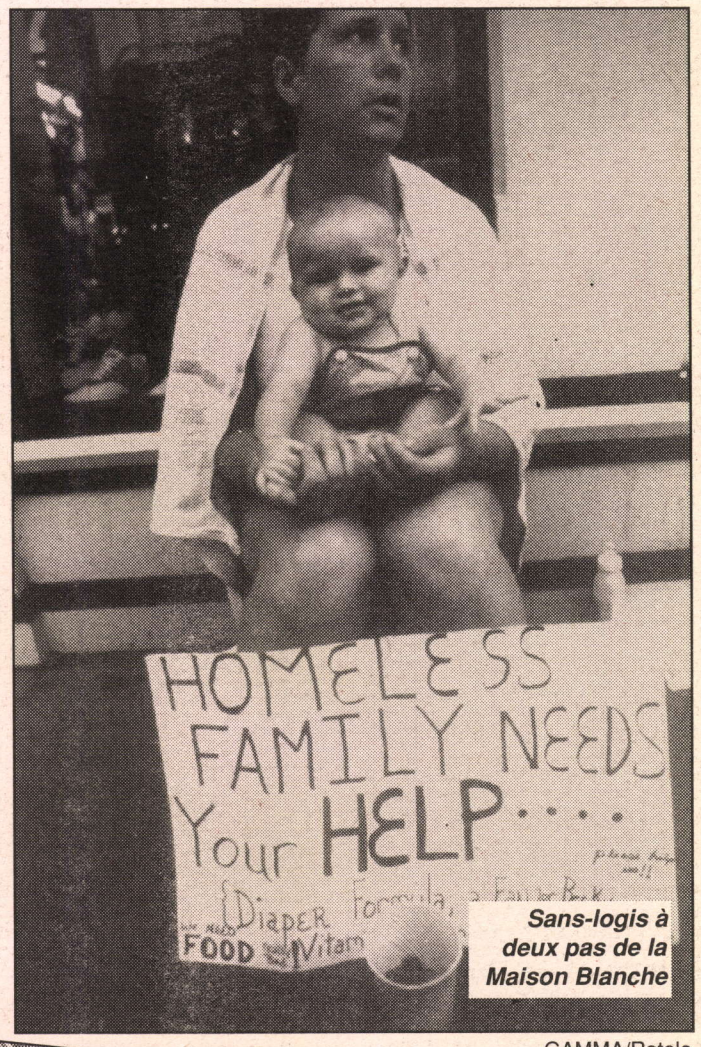
Louis GUILBERT

Etats-Unis

DANS LE PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE UNE PROTECTION SOCIALE PEAU DE CHAGRIN

Ces temps-ci, le système de protection sociale nord-américain est sur la sellette. Il constitue une des pommes de discorde de la campagne électorale présidentielle. Faut-il s'en étonner, dans un pays qui compte 38 millions d'habitants sans aucune couverture sociale et 40 à 60 millions avec une couverture insuffisante ?

C'est qu'aux Etats-Unis la santé est un business tout entier en mains privées : non seulement les trusts pharmaceutiques, les médecins, les hôpitaux et cliniques s'enrichissent sur le dos des malades, mais également les compagnies d'assurances qui assurent contre le risque de maladie, moyennant fortes primes. Ainsi, les sommes consacrées à l'assurance maladie ont triplé en dix ans, bondissant de 1 245 milliards de francs à 3 690 milliards, soit de 9 à 13 % du produit national brut. Cela représente 15 000 F par habitant et par an (la même somme ici, considérée pourtant comme l'une des plus importantes de la Communauté européenne, n'est que de 10 000 F). Dans ce chiffre, la part qui revient aux assurances ne cesse d'augmenter : en vingt ans, elle a grimpé de 22,5 % en 1967 à 31,4 % en 1987. Et cela continue !



Sans-logis à deux pas de la Maison Blanche

GAMMA/Rotolo

GAMMA/Kramer

La campagne de Clinton et celle de Bush. Lampions et démagogie le temps d'une élection.

AFP

Les effets pervers d'un système devenu un véritable pactole pour les compagnies d'assurances, et indirectement les avocats, sont multiples. Par exemple, le coût des procès faits aux médecins en responsabilité pour négligence médicale a conduit les professions médicales à s'assurer contre ce risque. Cela multiplie par deux les notes d'honoraires et les frais d'hôpitaux. On retrouve ce problème de façon aiguë dès qu'on pénètre dans le domaine de la médecine spécialisée.

Ainsi l'accouchement, acte médical coûteux (25 000 F environ) car les médecins accoucheurs se prémunissent contre des procès à la suite d'accouchements difficiles, est très mal remboursé : les assurances, astucieuses, considèrent que les soins donnés à l'enfant relèvent de la puériculture et, comme tels, ne sont donc pas des actes médicaux remboursables !

Les trusts pharmaceutiques ne sont pas en reste. L'an dernier, les médicaments ont augmenté de 9,2 %, trois fois plus que la hausse des prix officiel. Depuis 1985, les coûts médicaux ont enregistré une hausse deux fois supérieure à celle des autres secteurs. Les assurances en ont profité pour augmenter le montant des primes qu'il faut leur verser. Et cela vaut pour les entreprises qui ont inscrit la protection sociale dans les contrats négociés avec les syndicats, pour l'Etat d'Hawaï (le seul à en avoir l'obligation) et une multitude de particuliers... s'ils peuvent payer ! En moins de dix ans, dans certains Etats, le coût d'une assurance privée pour une famille de quatre personnes a augmenté de 400 %.

Ces hausses ont même précipité la faillite d'entreprises dont les reins n'étaient pas assez solides. Quant aux autres, telles les compagnies minières, elles en profitent pour remettre en cause les systèmes de protection sociale accordés dans le passé, non sans luttes ouvrières. Ainsi la North American Coal rogne sur les droits acquis en 1946 par les mineurs du syndicat United Mine Workers of America.

Avec la crise, le développement du chômage et l'extension de la misère laissent des millions de gens sans convention médicale. Aux Etats-Unis, le pays le plus riche du monde, il vaut vraiment mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade ! La situation est dramatique pour les travailleurs âgés de plus de 65 ans, dont plus de 16 % ne sont pas assurés, à un âge où le recours à des soins devient plus fréquent... ce qui n'intéresse plus guère les assureurs. Entrent alors en jeu les programmes fédéraux de protection sociale, comme Medicaid pour les travailleurs encore en activité, ou Medicare pour les retraités de plus de 65 ans (mais bientôt ce sera de plus de 67 ans). Mais ceux-ci laissent sur le carreau nombre de vieux travailleurs. Car, pour bénéficier de Medicaid, il ne faut pas dépasser un certain plafond de revenus par foyer ; aussi n'est-il pas rare de voir de vieux travailleurs divorcer pour conserver à l'un les revenus, et à l'autre Medicaid.

Ce système va si mal qu'il commence à mettre en cause le niveau de protection d'une partie des couches moyennes. C'est pourquoi il est devenu un sujet de querelle entre les candidats aux élections présidentielles. Bush a dans ses tiroirs une loi dite du "small market", qui autoriserait les compagnies d'assurances à proposer désormais des contrats au rabais pour les entreprises de moins de 25 salariés, ce qui concernerait 15 millions de personnes.

Clinton a repris la proposition du président du syndicat AFL-CIO, Lane Kirkland : une solution mixte avec une couverture globale de la santé financée par l'impôt et par les entreprises qui ne couvrent pas leurs salariés. Cette assurance maladie pourrait résoudre les cas les plus injustes (étendre Medicare dès l'âge de 60 ans, par exemple), sans régler pour autant tous les problèmes, puisqu'il n'est pas question de limiter les profits de tous ceux qui ont fait de la santé publique une industrie lucrative.

Le système de protection sociale américain souffre à un degré extrême des mêmes maux que l'ensemble de la société capitaliste : supporter la dictature sans limites de la libre entreprise, c'est-à-dire libre de faire de l'argent sur tout, la maladie y compris.

Jacques FONTENOY

CAPITALISME MORBIDE

Aux USA, pays de la libre entreprise, se développe un commerce particulièrement ignoble : celui des assurances-vie des malades du Sida. Des firmes commerciales prospectent à travers le pays les malades du Sida, afin de leur racheter, moins cher bien sûr, leur assurance-vie avec laquelle elles spéculeront. Ce commerce dure depuis 4 ans au moins et aurait rapporté environ 100 millions de dollars.

En effet les traitements médicaux sont très chers et surtout ne sont pas pris en charge socialement. C'est pourquoi des malades acceptent de vendre leur assurance à des investisseurs, qui sont renseignés sur l'évolution de la maladie et l'espérance de vie du client, et qui fixeront en conséquence le prix de la transaction. Par la suite, la police d'assurance constitue un objet de spéculation financière comme un autre, qui passe de main en main jusqu'à ce que la mort du malade permette au dernier détenteur de toucher l'assurance.

Devant le développement de cette pratique, des responsables de l'administration américaine et même quelques financiers ont protesté, qualifiant ces méthodes de "vampiriques et inhumaines". Mais ils ne vont surtout pas jusqu'à réclamer la seule mesure susceptible de mettre un terme à ce marché de la mort, la gratuité des soins, et jusqu'à nommer le véritable responsable : le capitalisme et les lois du marché.

Lucien DETROIT

Volkswagen-Mexique

COLLABORATION PATRONAT-SYNDICATS POUR BRISER LA GRÈVE

Arc

Des ouvriers en grève devant la porte de l'usine de Puebla

Comme elle l'avait annoncé fin juillet, dès le début du conflit salarial qui l'opposait à ses ouvriers, la direction de l'usine Volkswagen de Puebla, au Mexique, après avoir obtenu le feu vert d'un tribunal du travail mexicain, vient de licencier tous les ouvriers de l'usine (14 500 ouvriers, la plus grosse usine automobile du pays). Quelques jours plus tard, mardi 18 août, l'usine rouvrait ses portes en réembauchant la majorité des ouvriers, mais avec un contrat de travail plus désavantageux que le précédent, et en laissant à la porte 1 500 d'entre eux, ceux que la direction considère comme les "meneurs" de la grève, ou les "hors-la-loi".

Dans ce conflit la direction du syndicat officiel de l'usine a marché du début à la fin la main dans la main avec celle de l'usine contre les ouvriers.

La grève de l'usine Volkswagen de Puebla avait démarré le 27 juillet, pour protester contre l'accord salarial que venait de signer le syndicat, et qui n'accordait que 15 % d'augmentation de salaire, une augmentation jugée par les ouvriers dérisoire face à la hausse du coût de la vie. Les responsables du syndicat eux-mêmes n'avaient pas pu faire moins, au début, que de revendiquer 35 % d'augmentation, avant de s'entendre avec la direction sur 15 %, alors que les ouvriers, eux, demandaient 50 %.

Et la collaboration patronat-syndicat n'en est pas restée là. D'un côté, la direction faisait le chantage à la fermeture totale de l'usine de Puebla et à son déplacement ailleurs au Mexique, ou même dans un autre pays, et obtenait de la justice mexicaine l'autorisation de faire son opération de licenciement total puis réembauche sélective. De l'autre, elle négociait avec les dirigeants officiels du syndicat le nouveau contrat de travail, un contrat qui notamment annule l'ancienneté passée des ouvriers, qui tous repartent à zéro.

Pour nombre de grands trusts, nord-américains surtout, mais aussi européens ou japonais, avec une main-d'œuvre qui, de plan d'austérité en plan d'austérité, est devenue l'une des moins chères du monde, le Mexique paraît aujourd'hui une terre miracle pour les profits. Et des trusts comme Volkswagen croient qu'avec la menace du chômage qui pèse sur les ouvriers (il est estimé à près de 20 % de la population active) ils peuvent tout se permettre.

Volkswagen a essayé la manière forte. Mais il n'en a pas fini pour autant avec les ouvriers de son usine mexicaine.

D'abord parce qu'aujourd'hui même il semble avoir de la peine à faire reprendre le travail, alors qu'à la porte de l'usine les ouvriers licenciés maintiennent une agitation : jeudi 20 août, de violentes bagarres faisant plusieurs blessés ont éclaté entre la police et des groupes d'ouvriers licenciés qui étaient venus devant l'usine s'adresser aux ouvriers qui rentraient, pour dénoncer les clauses désavantageuses du nouveau contrat qu'on les oblige à signer. Et le conflit pourrait rebondir.

Mais aussi parce que, ce que la grève de Volkswagen a montré, c'est que ces appareils syndicaux mexicains, pro-gouvernementaux, corrompus et sur qui le patronat s'appuie pour contenir le mécontentement ouvrier, n'ont peut-être pas beaucoup de crédit. Et qu'il se trouve des travailleurs non seulement pour ne plus leur faire confiance, mais même pour les contester et organiser des grèves sans eux, contre eux.

Le dirigeant officiel du syndicat de l'usine Volkswagen de Puebla, un dénommé Gaspar Bureno Aguirre, qui avait signé l'accord salarial en juillet, est toujours le dirigeant syndical de l'usine réouverte. Mais il ne l'est que par la grâce du PDG de Volkswagen-Mexique. Au cours de la grève, lors d'une assemblée générale du personnel, plus de 7 000 ouvriers de l'usine avaient voté sa destitution, ainsi que celle de toute la direction du syndicat.

Olivier BELIN

RETOMBÉE MILITAIRE

2,3 millions de dollars, soit plus de 11 millions de francs : c'est le chèque qu'a reçu un citoyen américain, qui attendait justement une aide des services sociaux après un accident du travail.

En fait, il ne s'agissait que d'un accident de travail des services financiers du Département de la Défense (le ministère des Armées aux USA) : ce chèque aurait dû être adressé à une société aéronautique pour la rétribution d'un contrat secret.

Dommage que le bénéficiaire, abasourdi, n'ait pas respecté le secret défense. Naïvement, il a demandé des explications... et s'est fait revider son compte.

Pour une fois qu'un budget militaire aurait eu une retombée sociale !

Koweit

LES MARCHANDS DE CANONS FRANÇAIS ENFIN RÉCOMPENSÉS...

Un accord a été conclu mardi 18 août entre les ministres français et koweïtien de la Défense. En dehors des manœuvres et autres distractions propres aux militaires, l'enjeu véritable serait l'équipement de la marine koweïtienne, presque totalement détruite à l'issue de la guerre du Golfe. L'un des premiers bénéficiaires connus seraient les Constructions mécaniques de Normandie, dernier chantier naval militaire privé. Et, bien sûr, les inévitables Thomson, Matra et Aérospatiale...

En fait, il semblerait que les Koweïtiens aient partagé les contrats de fournitures militaires entre les trois principaux compères intervenus contre l'Irak : les Etats-Unis équiperaient l'armée de l'Air (les plus gros contrats), la Grande-Bretagne, l'armée de Terre, et la France la Marine. Alors, bien sûr, les marchands de canons français sont servis en dernier, après un an et demi d'attente à piaffer d'impatience. Mais, aujourd'hui, on est sûr que la France ne sera pas intervenue pour rien au Koweït !

Envol de profits

On assiste, ces derniers temps, à de grandes manœuvres, sinon à une guerre économique ouverte dans les cieux de l'hémisphère Nord.

AFP

TRANSPORTS AÉRIENS : "LA GUERRE DE L'ATLANTIQUE NORD"

Il y a quelques semaines, on a appris que British Airways, en absorbant deux compagnies américaines, devenait l'un des premiers groupes aériens mondiaux ; que 2000 salariés de Swissair allaient perdre leur statut, la compagnie voulant économiser l'équivalent de 140 millions de francs ; tandis que la Lufthansa, dont le journal *Le Monde* dit qu'elle serait *"dans le rouge"*, annonçait 1700 suppressions d'emplois d'ici à 1993 et 3000 pour l'an prochain, et la liquidation de lignes intérieures estimées non rentables. Des mesures qui ne sont évidemment pas sans rapport avec la privatisation projetée de la compagnie nationale allemande (l'Etat la rentabilise, avant de la rétrocéder aux capitaux privés), mais qui prennent place aussi dans un cadre de compétition avivée entre les principales compagnies aériennes, qui voient se succéder faillites, rachats et autres plans de "restructuration".

Une lutte à couteaux tirés, où la course aux parts de marché – *"la chasse au passager"*, comme l'appelait récemment *l'Expansion* – passe par une véritable "guerre des tarifs". Les compagnies financièrement les moins solides se voient éliminées. Les plus fortes affichent, si ce n'est réalisent, des pertes colossales.

LE CONTRÔLE DU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN...

Cet affrontement n'est pas nouveau. Mais il concernait jusqu'à présent surtout l'Amérique du Nord, un continent disposant d'une clientèle nombreuse à fort pouvoir d'achat et où l'étendue du territoire assure d'emblée aux transports aériens la supériorité sur les transports terrestres.

Il y a dix ans, une centaine de compagnies opéraient aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il en reste... neuf, qui se situent toutes dans le peloton de tête mondial. Plusieurs pourtant se trouvent mal en point : la lutte pour truster les lignes intérieures américaines a mis à genou certains "grands" de l'aviation (Pan Am, TWA, Continental, etc.), tandis qu'elle a permis l'émergence de géants mondiaux (American Airlines, United Airlines et Delta Airlines).

... ET DU TRAFIC EUROPE-AMÉRIQUE DU NORD

Ces géants mondiaux, adossés au marché nord-américain qu'ils contrôlent, se sont lancés à l'assaut des chasses gardées des compagnies européennes.

Il y a juste deux ans, les services de publicité d'United Airlines inondaient la presse française de nuées de Boeing 767 en train d'atterrir, titrées : *"le plus beau débarquement depuis l'autre"*.

Ce bras de fer aérien se traduit pour l'instant par une guerre des tarifs, dont profitent les voyageurs au-dessus de l'Atlantique Nord (un secteur des plus rentables, qui concentre plus du tiers du trafic international). Les compagnies font de la surenchère pour accrocher la clientèle en proposant, toutes ou presque, des vols sur les destinations les plus demandées, quitte à faire partir des avions à moitié vides. Aux abords des aéroports, l'encombrement des couloirs aériens est accru, avec l'augmentation des nuisances (bruit, pollution) et des risques d'accidents. Le poids de cette concurrence pèse aussi sur les travailleurs, que les compagnies, les financiers et les gouvernants poussent à produire plus, et à moindre coût, quand ils ne les jettent pas sur le pavé aux fins d'économies maximums.

MONDIALISATION DES TRANSPORTS ET COMPAGNIES NATIONALES

C'est ainsi qu'en France l'Etat a d'abord poussé à la concentration de trois compagnies (Air France, Air Inter et UTA) et que la direction de ce nouveau Groupe Air France et son PDG, Bernard Attali, ne cessent d'invoquer la "concurrence" pour appeler à *"plus de productivité"*, pour bloquer de fait les embauches et les salaires ou pour transférer des secteurs entiers au privé, lequel s'empresse de chercher à rogner les salaires et avantages de ces travailleurs.

Il y a peu, ce groupe a absorbé CSA (compagnie tchécoslovaque) et Sabena (compagnie belge) et des tractations seraient en cours avec les compagnies nationales luxembourgeoise et turque.

Le but de ces fusions est de faire effectuer toute une série d'opérations de maintenance (10 % du chiffre d'affaires d'Air France) à moindre coût (les ouvriers de la compagnie tchécoslovaque, par exemple, reçoivent des salaires huit fois plus bas que leurs camarades en France). Mais aussi, cela permet à la compagnie acheteuse d'élargir son réseau, parfois de "verrouiller" certaines destinations en les contrôlant de fait, et enfin d'organiser un réseau de lignes centré sur une plaque tournante (Paris), à la façon de ce maillage dense de lignes rayonnant à partir d'un noyau principal qui garantit la mainmise des grandes compagnies américaines sur leur marché national et, du coup, leur puissance internationale.

C'est d'ailleurs un morceau de ce maillage nord-américain, et des lignes mondiales qui en dérivent, que guigne British Airways en rachetant US Air (N° 9 mondial), lequel absorberait en même temps TWA (N°10).

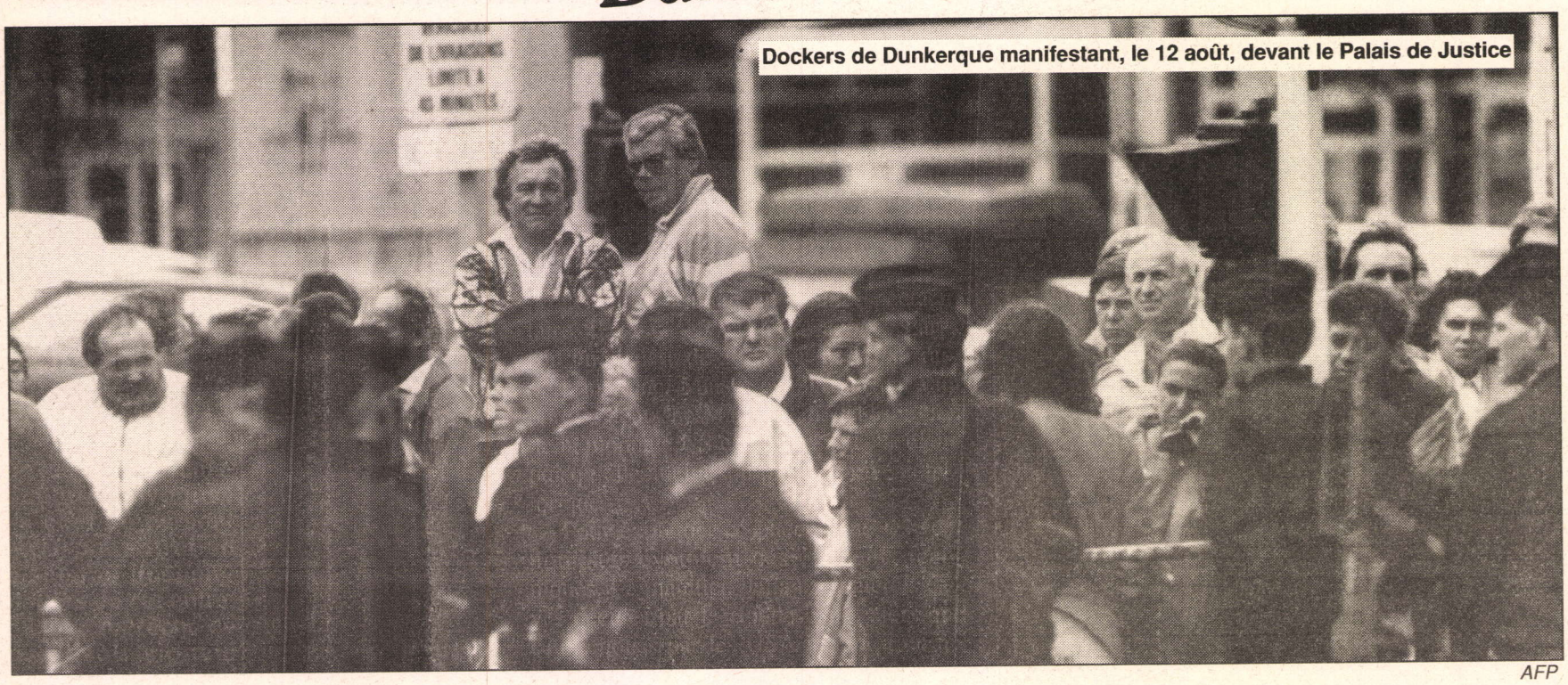
La fusion récente des chaînes hôtelières d'Air France et de la Lufthansa, la constitution d'un réseau (Amadeus) de réservations commun à Iberia, Lufthansa et Air France, ou encore la décision d'Air France, Lufthansa et JAL (lignes japonaises) de construire leur propre aéroport à New York vont dans le même sens : celui des tentatives de compagnies nationales pour sortir du cadre bien trop étriqué des différents marchés nationaux et pour atteindre à tous points de vue la dimension et la force de quelques compagnies américaines.

Seulement, si ces compagnies française, allemande, anglaise, etc. lorgnent sur le gâteau du voisin et sont de farouches partisans de l'ouverture des frontières... des autres, elles cherchent en même temps à se préserver des appétits étrangers. Et les différentes instances européennes ou mondiales censées réguler les transports aériens n'en finissent pas de chercher à adapter leurs règlements à ces contradictions.

D'un côté, la CEE proclame la nécessité d'unifier l'espace aérien européen (il est aberrant, par exemple, qu'on ne puisse pas, en Europe, suivre du début à la fin un vol sur le même écran, qu'il faille en transmettre par téléphone les coordonnées à d'autres centres de contrôle, cela parce que les systèmes de suivi informatique ne sont pas toujours compatibles d'un pays à l'autre) et les grandes compagnies européennes ne cessent de se plaindre de *"l'agressivité"* de leurs concurrents américains, de la nécessité de leur opposer une résistance commune. Mais, en même temps, ces compagnies –et les constructeurs "nationaux" qui se trouvent derrière– ont fait exclure du traité de Maastricht la levée de toutes les barrières à l'exploitation de l'espace aérien de chaque pays d'Europe par des compagnies d'autres pays européens. Au mieux, si cette ouverture devait se réaliser, cela ne se ferait pas avant 1997...

Pourtant, s'il est un domaine où les rapports humains s'établissent d'emblée à l'échelle mondiale, c'est bien celui des transports aériens. Mais tout se déroule sur fond de barrières nationales qu'un système aberrant a réussi à élever jusque dans le ciel, soulignant ainsi que, si le capitalisme a fait prendre un nouvel envol à l'humanité il y a plus d'un siècle, il ne tient plus la route. Et depuis longtemps déjà.

Pierre LAFFITTE.



Dockers de Dunkerque manifestant, le 12 août, devant le Palais de Justice

AFP

Dunkerque

LES DOCKERS CONTINUENT LA LUTTE

Depuis plus d'un an, gouvernement et patrons portuaires ont entrepris de supprimer le statut des dockers, qui leur permettait notamment d'être payés même dans les périodes où le travail manquait. Le but ouvertement avoué des patrons des entreprises de manutention est de diminuer fortement le nombre de dockers, de rendre leur emploi aussi flexible que pour les autres travailleurs et d'augmenter de 35 % la productivité.

Malgré l'opposition des dockers et de nombreuses grèves, la loi du ministre socialiste Le Drian a été finalement votée au Parlement et est applicable depuis le 15 juillet. Quant aux modalités de licenciement et aux indemnités, elles devraient être négociées port par port.

A l'heure actuelle, des protocoles d'accord ont été signés dans la plupart des ports, sauf à Marseille, Sète et Saint-Malo.

A Dunkerque, l'accord n'a été signé que par un syndicat minoritaire, qui a scissionné de la CSOP-CGT (Confédération syndicale des ouvriers du port). Et une grande partie des dockers sont toujours en grève, d'autant plus que cinq des leurs sont en prison.

C'est fin juin, que la scission du syndicat unique CGT s'est produite. Il y aurait environ 200 dockers qui suivraient ce nouveau syndicat, la CSOP-MI (pour Mensuels et Intermittents) sur un millier de dockers. Ce nouveau syndicat, qui revendique son affiliation à la CGT, est dirigé par Bernard Gouvart. Son père, Roger, s'est taillé un fief dans la région lorsqu'il était lui-même dirigeant du syndicat des dockers et responsable en vue du PCF. Il a pris sa retraite des docks, peut-être aussi celle du PCF, mais il continue –par fils interposé– de mener sa politique personnelle sur le port.

La CSOP-MI proposait la reprise immédiate du travail et l'acceptation des propositions des patrons des entreprises de manutention portuaire.

Face à ce recul, la majorité des dockers continuaient la grève, avec la CSOP-CGT de Sylvain Ravetta, et durcissaient leurs actions.

Beaucoup de dockers sont défavorables à cet accord signé par Gouvart. Bien sûr plus de 200 dockers pourront partir en préretraite ; mais la prime de départ ne se monte qu'à 125 000 F, beaucoup moins que dans la plupart des autres ports, alors que 698 emplois devraient être conservés sur 991.

Alors ceux qui sont allés signer leur réengagement sous le nouveau contrat sont encore minoritaires et travaillent aujourd'hui encore sous la protection des CRS.

Car le sentiment de trahison s'est traduit par quelques vitrines brisées, voitures cabossées et chefs secoués, ce qui a donné prétexte aux forces de police d'intervenir et de tenter d'effrayer les dockers déterminés à ne pas céder.

Le gouvernement n'a pas osé s'en prendre aux paysans qui n'ont pas épargné les préfectures. Mais avec les dockers, il tente l'intimidation en emprisonnant cinq ouvriers et en en poursuivant plusieurs autres devant les tribunaux.

Au départ de la scission syndicale, la CGT a tenté de minimiser les désaccords, et semblait surtout hésiter sur la continuation du mouvement de grève. Depuis les positions s'écartent de plus en plus, la CSOP-MI de Gouvart dénonce "les extrémistes" de la CSOP-CGT de Ravetta, alors que Viannet est venu apporter son soutien aux dockers emprisonnés et poursuivis.

Cependant les dockers continuent un combat difficile car de plus en plus isolé, sans soutien parmi les travailleurs de Dunkerque et de la côte.

Depuis des dizaines d'années, le syndicat des dockers, en particulier sous la direction de Roger Gouvart, a toujours mené une politique particulièrement corporatiste, s'opposant même dans certains cas aux grévistes des Chantiers de réparation navale, en lutte contre leur fermeture.

Et que ce soit dans la sidérurgie, ou les autres secteurs industriels de la région de Dunkerque, les précédentes défaites, ainsi que le chômage très important pèsent lourdement, et ne favorisent pas les sentiments de solidarité.

Depuis quelques jours, les dockers en grève semblent avoir changé de tactique : après les pressions "musclées" contre les dockers qui ont signé, ils semblent s'engager vers des discussions pour convaincre.

Cela sera-t-il suffisant pour regag ner un élan et obliger les patrons des entreprises portuaires, le gouvernement et les tribunaux à reculer ?

Dans les poubelles

DES DÉCHETS BIEN DE CHEZ NOUS

Le feuilleton du trafic des déchets allemands a pris fin vendredi 21 août : l'accord passé entre Ségolène Royal et Klaus Töpfer, ministres français et allemand de l'Environnement, interrompt en principe toute importation officielle de déchets allemands sur le territoire français. Mais les chiffres publiés dans la presse à cette occasion ont de quoi laisser rêveur : le commerce de déchets avec l'étranger ne représente même pas 1 % du total de la production des déchets en France. On peut alors apprécier à sa juste mesure la portée des décisions de Ségolène Royal. Il existe en effet aujourd'hui 1600 décharges autorisées… et 6700 décharges sauvages produites par des industriels bien français.

Ces derniers trouvent bien plus avantageux de laisser leurs déchets sur des lieux clandestins ou sauvages pour éviter d'en payer le recyclage ou le stockage. Et ceci en dépit des règles élémentaires de sécurité, comme vient de le prouver l'affaire récente des 300 tonnes de solvants inflammables abandonnés sur le terrain d'une société en liquidation judiciaire dans la Somme.

Le ministre de l'Environnement a bien prévu un plan sur dix ans pour éliminer 6000 décharges sauvages, mais ce dernier plan vient s'ajouter aux multiples projets de défense de l'environnement qui se sont montrés tous plus inefficaces les uns que les autres. Tant que la loi du profit dominera notre société, ce ne sont pas quelques décrets qui empêcheront la planète d'être prise pour un immense dépotoir.

Jeanne CITREY

Philips (Nevers)

UNE MULTINATIONALE LICENCIE POUR 30 F

Fin juillet, une camarade a été convoquée par le chef du personnel pour un entretien préalable au licenciement. Lors de cet entretien, il lui a reproché de ne pas avoir signalé son changement d'adresse depuis deux mois. Il a mis en doute la bonne foi de notre camarade qui avait oublié de faire le changement. Il l'a traitée de voleuse.

Quelques jours plus tard, elle était licenciée pour n'avoir pas signalé sa nouvelle adresse et pour avoir perçu "frauduleusement" la prime de transport de deux mois soit 30,40 F !

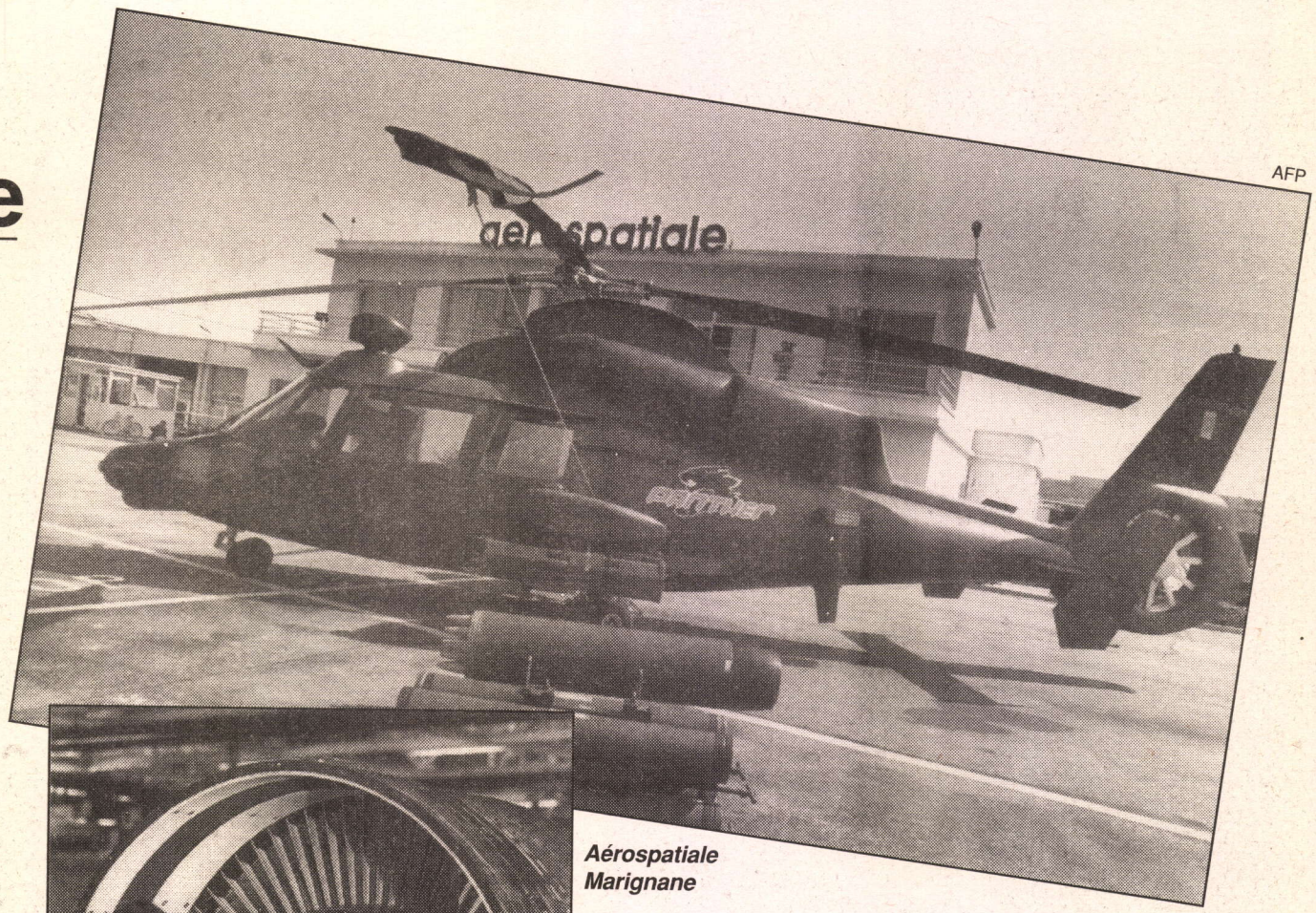
Cette camarade travaillait pour Philips depuis plusieurs années. Elle est revenue à l'usine mais le chef du personnel l'a expulsée.

Licenciée pour 30 F, c'est inouï et révoltant !

Correspondant LO

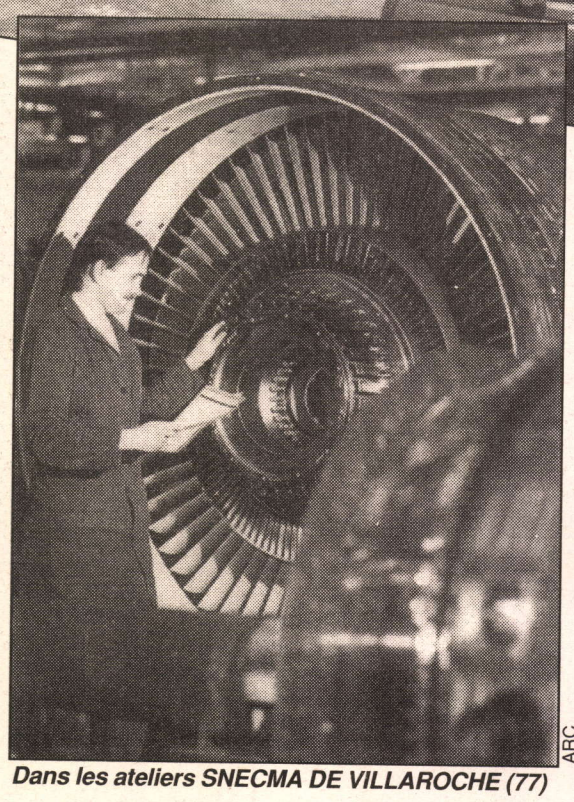
Licenciements dans l'aéronautique

COMME PARTOUT AILLEURS...



AFP

Aérospatiale Marignane



ARC

Dans les ateliers SNECMA DE VILLAROCHE (77)

Les entreprises d'aéronautique s'apprêteraient à supprimer le quart de leurs effectifs d'ici 1994, affirme le très informé magazine américain, *Aviation Week*. Ce qui a été immédiatement confirmé par le GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales), qui annonce la diminution de 32 000 emplois sur 120 000 que compte ce secteur, sans compter ceux des industries de l'armement, où 25 000 emplois pourraient disparaître.

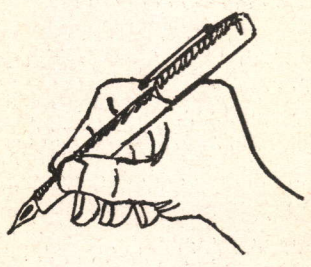
Mais ce n'est pas une révélation pour les travailleurs des entreprises concernées, Aérospatiale, SNECMA, Sextant Avionique, et notamment pour les ouvriers de chez Dassault. Ceux-ci en effet ont vu leur effectif ramené de 15 600 en 1987 à 11 360 en 1992, après plusieurs vagues de licenciements depuis 1987-88 et la fermeture de cinq sites de production : Istres, Boulogne, Melun-Villaroche, Sanginet, Toulouse et bientôt Saint-Cloud, dont les ouvriers ont été pour la plupart soit licenciés, soit mutés à Argenteuil durant le premier semestre 1992.

Mais tous les travailleurs sont conscients que ça ne s'arrêtera pas là. Non parce que, comme la presse le prétend, les relations internationales entraîneraient un ralentissement en équipement militaire, mais parce qu'il se passe dans l'aéronautique les mêmes phénomènes que dans toute l'industrie. Le marché civil et militaire se rétrécit, le chiffre d'affaires baisse (-7 % dans l'aéronautique en France en 1992). Alors les industriels, qui veulent protéger leurs bénéfices, licencient pour diminuer la part des salaires. On parle même de concentration d'entreprises entre l'Aérospatiale et Dassault.

Mais qui peut se plaindre que l'on fabrique moins d'engins de mort ? D'autant qu'en contrepartie, on pourrait produire des biens utiles à la collectivité. Mais comme les capitalistes n'ont comme unique préoccupation le profit, cela ne se fait pas.

Peu importe comment les patrons de l'aéronautique envisagent leur avenir. Mais celui des ouviers de ce secteur n'est pas différent de celui de tous les ouvriers. Quand les licenciements, les restructurations touchaient ceux de la sidérurgie, de l'automobile ou des services, certains travailleurs de l'aéronautique croyaient être à l'abri de telles mesures. Mais secteur par secteur, région par région, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est amputée de bataillons entiers de travailleurs qui viennent rejoindre les rangs des chômeurs. C'est l'ensemble des travailleurs, toutes activités confondues, qui paye, par le chômage, le maintien des profits capitalistes. Alors ce sont les travailleurs dans leur ensemble qui pourraient mettre un frein à de tels procédés.

Patricia MULLAN



Dans notre courrier

MAC-DO, p'tits boulots, pas jojo !

Mac Donald's est une entreprise qui emploie de nombreux jeunes, dont beaucoup d'étudiants, sur la base de contrats à durée indéterminée à temps partiel avec possibilité de temps complet, pendant les vacances, par exemple.

Et la perspective de faire des heures selon ses disponibilités incite les jeunes à entrer chez Mac Donald's. Mais, derrière cette offre prometteuse, se cache une exploitation forcenée. En effet il s'agit d'un travail éreintant, dangereux et mal payé. Et c'est cela que je tiens à vous rapporter.

Dans le Mac Donald's parisien où je travaille, une pause d'une demi-heure non rémunérée n'est accordée qu'au bout de cinq heures de travail. Le travail en lui-même n'est pas vraiment compliqué, mais le rythme de travail est difficilement soutenable, notamment en cuisine aux heures de pointe. Et là, en plus de la chaleur, de la vapeur et de l'odeur de graillon, il vous faut souvent supporter le petit chef qui rappelle sans cesse que la norme est de servir le client en trente-neuf secondes. Sans parler du danger que représentent les friteuses remplies d'huile bouillante, les plaques à 200°, etc. (et là nous travaillons sans protection contre les brûlures). Mais, aux dires de certains petits chefs, les brûlures c'est comme le reste, on s'y habitue !

Quant "aux horaires selon vos disponibilités", il s'agit plutôt d'être à disposition. La fermeture n'est jamais à heure fixe : cela peut être 1 heure, parfois 4 heures du matin. Sans compter que l'on peut parfaitement vous demander de faire des nuits, puis un jour d'après-midi suivi d'une matinée à 8 heures, le tout dans la même semaine. Et si votre organisme a du mal à suivre, eh bien, tant pis pour lui !

Il arrive aussi que l'on vous demande de faire trois fois deux heures dans la journée avec, à chaque fois, deux heures d'interruption, non payées évidemment. Sans parler des fréquentes "erreurs" de planning qui vous prévoient 8 jours de travail d'affilée ou une nuit suivie d'une reprise à 11 heures du matin !

Et la paye, dans tout cela ? Eh bien c'est le SMIC horaire, y compris le dimanche, les jours fériés, la nuit jusqu'à 2 heures. Les pauses, les temps d'habillage (chacun doit se présenter en uniforme, qu'il est tenu de laver et de repasser lui-même) ne sont pas payées ! Par contre vous payez des charges sociales sur le repas que l'on vous "offre" chaque jour, charges qui dépassent largement la somptueuse prime de nettoyage (pour la tenue) de 0,40 F de l'heure. Et cela sans compter les inévitables erreurs sur la fiche de paye.

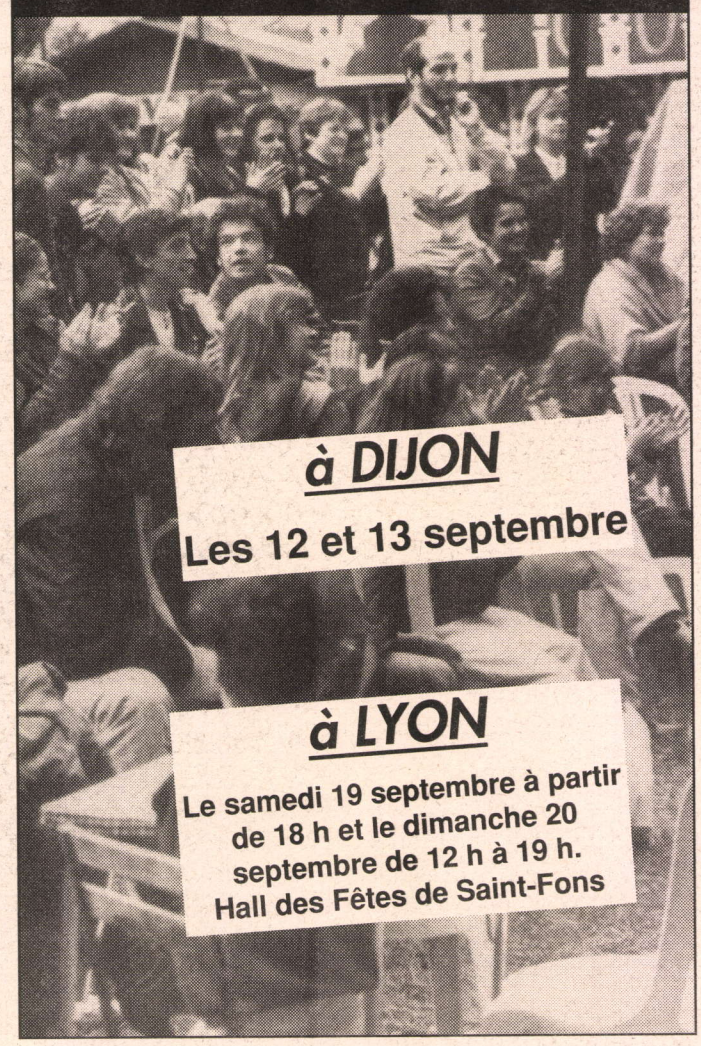
Enfin voilà, ça se passe comme ça chez Mac Donald's !

ERRATUM

C'est par erreur que, dans notre édition du 7 août 1992 (LO n° 1258), nous avons cité FO parmi les organisations syndicales ayant accepté la réforme de l'UNEDIC.

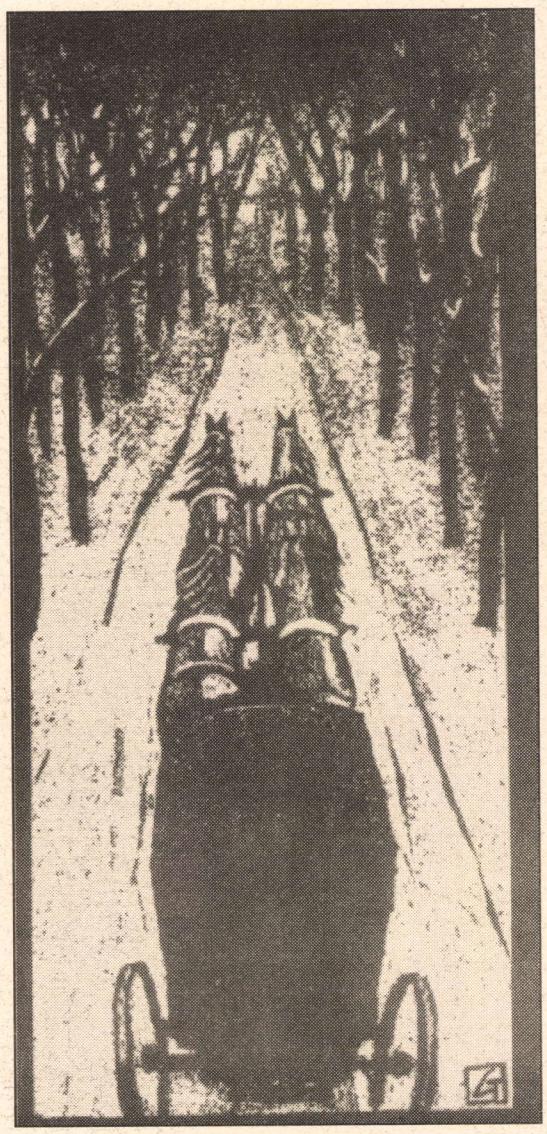
Les représentants FO, comme ceux de la CGT, de la CFDT, de la CFTC et de la CFE-CGC ont participé, bien sûr, aux réunions de discussions. Mais seuls les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC ont avalisé l'accord. Tandis que la CGT, par la voix de Maurice Lamoot, a estimé qu'il s'agissait d'un mauvais accord "qui fait supporter aux chômeurs l'essentiel des économies", Marc Blondel, pour FO s'est déclaré *"au regret de constater que le protocole n'équilibre pas les "sacrifices" et qu'il déstabilise le paritarisme"*... Dont acte.

FÊTES de Lutte Ouvrière



LA VIEILLE MAISON

de Cécile de Tormay



La **"vieille maison"**, c'est celle de l'entrepreneur Christophe Ulwing, descendant de bûcherons allemands venus s'installer en Hongrie et charpentier de son métier. C'est le début du XIXe siècle.

La maison Ulwing, construite à l'écart de Pest, *"qui n'était alors qu'une ville fortifiée entourée de bastions et de murs"*, devient le symbole de sa réussite et de l'extension de la ville, face à la forteresse de Buda de l'autre côté du Danube.

Christophe Ulwing est un homme entreprenant, plein d'idées nouvelles, débordant d'énergie, qui étend ses entreprises dans le sillage de la révolution industrielle qui se développe en Angleterre, en France. Il construit des maisons, un pont pour relier Buda à Pest. Il imagine une ville moderne avec l'éclairage dans les rues, comme il en existe déjà en Allemagne ou en France. Il devient l'"Entrepreneur", bâtit sa fortune en évinçant ses concurrents sans trop de scrupules, dans un pays plié sous la férule de l'Empire d'Autriche et figé dans la tradition.

C'est avec les yeux d'Anna, la petite-fille de l'Entrepreneur, que l'on suit l'évolution de la famille, sa grandeur et sa décadence, l'incapacité des successeurs à développer l'entreprise du père et à s'adapter aux changements de situation qui marquent la deuxième moitié du siècle.

Les premiers coups sont portés par les canons de l'armée impériale autrichienne, depuis la forteresse de Buda, contre la jeunesse révolutionnaire de 1848 enthousiasmée par les discours de Kossuth sur la liberté. La ruine de la "maison" est consommée dans les années 1860 : le petit-fils du fondateur, par légèreté et inconsistance, séduit par les profits faciles qu'offrent les opérations en Bourse, entraîne la maison dans la faillite, au cours d'une de ces crises économiques qui secouent périodiquement l'économie capitaliste en Europe.

Le sort de la vieille maison est étroitement lié à celui de la Hongrie : après la tentative d'émancipation avortée de 1848, elle n'obtient qu'un semblant d'autonomie, avec un Parlement qui fait la part belle aux grands propriétaires terriens qui se lancent dans la politique, parce qu'ils ne savent rien faire d'autre. Comme le Thomas Illey du roman, qui épouse Anna, une bourgeoise, certes par amour, mais ne rêve que de reconquérir le domaine de ses ancêtres ruinés.

Cécile de Tormay est un écrivain hongrois, morte en 1937, qui s'éleva violemment contre la prise du pouvoir par Bela Kun et la révolution de 1919. Dans ce roman, elle illustre son regret de l'envol raté de la bourgeoisie en Hongrie, au XIXe siècle, et ses sentiments patriotiques. L'échec de l'histoire d'amour entre l'aristocrate magyar et la bourgeoise symbolise d'ailleurs (sans tomber dans la caricature) ce ratage de l'unification nationale sous la direction de la bourgeoisie. **La vieille maison,** écrit simplement, donne une image vivante, avec une touche de nostalgie, des forces contradictoires qui ont marqué cette période importante de l'histoire de la Hongrie.

Denise LAUNAY

La vieille maison *de Cécile de Tormay* -

Ed. Viviane Hami - 139 F

Au sommaire du numéro de juillet-août de notre revue

Lutte de classe

L'Europe des bourgeois et la farce du référendum.

Les communistes révolutionnaires doivent-ils faire du **droit de vote pour les travailleurs immigrés** l'axe central de leur activité ?

Yougoslavie
Un an d'une guerre dont aucun peuple n'a rien à espérer.

Ile de La Réunion
Free Dom plébiscitée par les électeurs.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Greffes d'organes :

LE PROGRÈS DE LA MÉDECINE DANS UN MONDE MALADE DU CAPITALISME

AFP

Le 14e congrès international de la Société de transplantation, qui s'est tenu à Paris du 16 au 21 août, a mis en évidence les progrès réalisés dans le domaine des transplantations d'organes depuis vingt-cinq ans. Au point que le professeur Henri Kreis, président du service de transplantation de l'hôpital Necker, a pu promettre pour l'avenir *"une seule mort, la mort cérébrale"*, puisque l'on pourra vraisemblablement un jour remplacer tous les organes, hormis bien sûr le cerveau (car, à supposer que cela soit possible, ce n'est pas un cerveau que l'on grefferait sur un corps, mais un corps autour d'un cerveau !).

Nous n'en sommes cependant pas encore là car, si dans le domaine des greffes d'organes en provenance d'autres humains le taux de réussite ne cesse pas de s'améliorer, grâce en particulier aux progrès des techniques médicales qui permettent de combattre les réactions de rejet, les possibilités en ce domaine se heurtent au petit nombre de "donneurs" disponibles. Le mot "donneur" est d'ailleurs généralement un euphémisme, puisque dans la majorité des cas il s'agit de sujets cérébralement morts, dont on prélève des organes aux fins de greffe.

Les recherches portant sur les greffes d'organes d'origine animale, ou sur les prothèses entièrement artificielles (comme les pompes cardiaques), permettront sans doute un jour de résoudre ce problème. Elles constituent en tout cas la seule voie prometteuse pour l'avenir car, en tout état de cause, les possibilités des greffes d'organes d'origine humaine sont forcément limitées. Et pas seulement parce que de vieux prématurément jugés, hérités d'un autre âge, empêchent trop souvent la famille d'un accidenté de consentir au prélèvement qui pourrait sauver une autre vie. Mais aussi parce qu'il est mathématiquement impossible, compte tenu de l'incidence des maladies cardio-vasculaires par exemple, de trouver autant de "donneurs" que de malades justifiables d'une greffe.

Cette difficulté à se procurer des greffons, dans une société où le progrès social est bien loin de marcher du même pas que le progrès technique, où le fric règne en maître, fait que, devant les avancées en matière de greffe d'organes, on ne peut pas se contenter de chanter béatement un hymne à la science.

Témoin ces déclarations à la presse du professeur Cabrol, président de l'association France-transplant, affirmant que les organes des "donneurs" français doivent être attribués à des receveurs français, car *"les Français ne semblent pas disposés à donner pour des étrangers"*. Et ce n'est pas seulement du cas, sans doute bien réel aussi, des richissimes étrangers ayant les moyens de venir se faire greffer dans un pays industrialisé, alors que leur cas n'est pas forcément le plus urgent, que parlait le professeur Cabrol. C'est des "étrangers" en général, de la nationalité figurant sur leur carte d'identité, indépendamment de leur lieu de vie et de travail. De quoi faire plaisir aux admirateurs de Le Pen !

Mais la rareté des greffons ne pose pas seulement le problème du choix du receveur. Elle a abouti à des trafics plus ignobles les uns que les autres, pour procurer des greffons à ceux qui ont les moyens de les payer cher.

Le plus anodin, si l'on ose dire, et il y en a eu maints exemples dans des pays sous-développés, consiste à "acheter" à des pauvres, plus ou moins bien informés de ce qu'on va leur faire, et encore moins des risques qui en découlent, un organe dont ils peuvent se passer pour vivre (un rein par exemple, puisque chacun en a normalement deux et qu'on peut vivre avec un seul... en bon état). C'est ainsi qu'en Inde, à Madras et à Bombay, des chirurgiens spécialisés dans la greffe du rein procurent, contre argent, des "donneurs volontaires".

Et puis, il y a l'assassinat pur et simple. La presse a évoqué le trafic d'organes qui s'est développé dans les pays d'Amérique latine depuis 1985-87, le trafic d'enfants du Mexique, du Brésil, de Colombie ou du Pérou vers les Etats-Unis ou même l'Europe. Dans une enquête publiée par le *Monde diplomatique* d'août 1992, on apprend qu'au Pérou *"des enfants pauvres et handicapés ont été assassinés pour l'utilisation de leurs organes"*, qu'au Brésil, selon un rapport parlementaire de septembre dernier, *"depuis quatre ans, 7 000 enfants ont été tués et 75% de leurs cadavres présentent des mutilations internes et les yeux ont été prélevés sur la majorité d'entre eux"*. En mars 1992, éclatait un scandale à Buenos Aires, où un hôpital psychiatrique prélevait des organes sur des handicapés mentaux pour en faire commerce.

Alors, ce n'est pas seulement la mentalité de ceux qui, par tabou, s'opposent au prélèvement d'organes sur le corps d'un de leurs proches décédé qu'il faudrait changer. C'est les bases mêmes sur lesquelles celle-ci repose, si l'on veut qu'un jour les progrès de la science soient mis à la disposition de tous les hommes, et ne risquent pas de déboucher sur une barbarie plus grande encore.

Patricia MULLAN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995